



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE ZAKEN

mercredi
10-05-2006
Matin

woensdag
10-05-2006
Voormiddag

cdH	centre démocrate Humaniste
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
ECOLO	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
FN	Front National
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	Parti socialiste
sp.a-spirit	Socialistische Partij Anders – Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht
Vlaams Belang	Vlaams Belang
VLD	Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :		Afkortingen bij de nummering van de publicaties :	
DOC 51 0000/000	Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 51 0000/000	Parlementair stuk van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)	CRIV	voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions ; les annexes se trouvent dans une brochure séparée (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken; de bijlagen zijn in een aparte brochure opgenomen (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN	séance plénière	PLEN	Plenum
COM	réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes :	Bestellingen :
Place de la Nation 2	Natieplein 2
1008 Bruxelles	1008 Brussel
Tél. : 02/ 549 81 60	Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74	Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be	www.deKamer.be
e-mail : publications@laChambre.be	e-mail : publicaties@deKamer.be

SOMMAIRE

Question de Mme Marie-Claire Lambert au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la mise en oeuvre dans les institutions publiques de soins des accords sociaux relatifs aux secteurs fédéraux de la santé" (n° 11473)

Orateurs: **Marie-Claire Lambert, Rudy Demotte**, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique

Questions jointes de 3
- Mme Greta D'hondt au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'avis du Conseil national du Travail relatif à la protection sociale des gardiennes encadrées" (n° 11534) 3

- Mme Karin Jiroflée au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le statut social des gardiennes encadrées" (n° 11570) 3

Orateurs: **Karin Jiroflée, Greta D'hondt, Rudy Demotte**, ministre des Affaires sociales et de la Santé publique

INHOUD

Vraag van mevrouw Marie-Claire Lambert aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de tenuitvoerlegging in de openbare zorginstellingen van de sociale akkoorden betreffende de federale gezondheidssectoren" (nr. 11473) 1

Sprekers: **Marie-Claire Lambert, Rudy Demotte**, minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid

Samengevoegde vragen van 3
- mevrouw Greta D'hondt aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "het advies van de Nationale Arbeidsraad over de sociale bescherming van onthaalouders" (nr. 11534) 3

- mevrouw Karin Jiroflée aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "het sociaal statuut van onthaalouders" (nr. 11570) 3

Sprekers: **Karin Jiroflée, Greta D'hondt, Rudy Demotte**, minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid

COMMISSION DES AFFAIRES
SOCIALESCOMMISSIE VOOR DE SOCIALE
ZAKEN

du

van

MERCREDI 10 MAI 2006

WOENSDAG 10 MEI 2006

Matin

Voormiddag

De vergadering wordt geopend om 10.17 uur door de heer Hans Bonte, voorzitter.
La séance est ouverte à 10.17 heures par M. Hans Bonte, président.

De **voorzitter**: De vraag van mevrouw Avontroodt nr. 11413 is op haar verzoek omgezet in een schriftelijke vraag.

01 Question de Mme Marie-Claire Lambert au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la mise en oeuvre dans les institutions publiques de soins des accords sociaux relatifs aux secteurs fédéraux de la santé" (n° 11473)

01 Vraag van mevrouw Marie-Claire Lambert aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "de tenuitvoerlegging in de openbare zorginstellingen van de sociale akkoorden betreffende de federale gezondheidssectoren" (nr. 11473)

01.01 Marie-Claire Lambert (PS): Monsieur le ministre, respectant votre engagement de financer la mise en œuvre des accords sociaux relatifs aux secteurs fédéraux de la Santé, vous avez inclus, dans le budget des moyens financiers octroyés aux hôpitaux au 1^{er} janvier 2006, les moyens financiers destinés à appliquer les mesures prévues dans les limites du calendrier fixé.

Conformément à leur décision d'appliquer l'accord social dans les strictes limites des budgets qui leur sont octroyés, la grande majorité des gestionnaires des hôpitaux publics n'ont rien mis en œuvre avant de recevoir la notification officielle du budget dont ils allaient disposer ainsi que les arrêtés d'application et les arrêtés ministériels nécessaires.

Le point qui pose davantage problème et que je souhaitais souligner aujourd'hui est celui de l'aménagement des fins de carrière puisque l'accord prévoit une application à partir du 1^{er} octobre 2005. Pour toute une série de personnels, cet aménagement de fin de carrière consiste en une réduction des prestations hebdomadaires comprise entre 2 et 6 heures pour un membre du personnel occupé à temps plein. Cette diminution des prestations doit être obligatoirement compensée par des engagements équivalents.

La mise en œuvre de cette réglementation, avec effet rétroactif, pose évidemment de nombreux problèmes pratiques qui ne peuvent être réglés qu'au niveau local, en considérant la situation particulière de chaque institution, dans le respect des droits individuels mais aussi des nécessités du service et de la continuité des soins. Cette mise en œuvre doit être réglée au niveau de la concertation sociale locale.

Ainsi, certains gestionnaires d'hôpitaux publics souhaitent en matière de rétroactivité non pas appliquer les réductions de temps de travail,

01.01 Marie-Claire Lambert (PS): In het budget van financiële middelen dat vanaf 1 oktober 2006 aan de ziekenhuizen wordt toegekend, hebt u de financiële middelen ingeschreven die vereist zijn om de vastgelegde bepalingen binnen de vooropgestelde termijn toe te passen. De grote meerderheid van de ziekenhuisbeheerders heeft nog niets ondernomen in afwachting van de officiële kennisgeving van de middelen waarover ze zullen kunnen beschikken.

Het sociaal akkoord voorziet in de organisatie van de eindeloopbaanregeling vanaf 1 oktober 2005, waarbij de vermindering van de wekelijkse arbeidsprestaties door een gelijkwaardige tewerkstelling dient te worden gecompenseerd. De toepassing van die reglementering met terugwerkende kracht doet talrijke praktische problemen rijzen en moet dan ook het voorwerp uitmaken van sociaal overleg op lokaal niveau. Wat de terugwerkende kracht betreft, zijn sommige ziekenhuisbeheerders

mais l'octroi d'une prime équivalente telle qu'elle est par ailleurs prévue pour le personnel infirmier.

Monsieur le ministre, pouvez-vous en l'occurrence confirmer que les mesures sont d'application pour tous les hôpitaux publics avec effet rétroactif financé au 1^{er} octobre 2005 et nous donner un signal non équivoque, permettant d'agir en vue d'octroyer au personnel concerné les avantages auxquels il a droit depuis cette date et en permettant à chaque hôpital de négocier au niveau local les modalités de la distribution au personnel concerné de l'enveloppe ainsi fixée en termes de financement?

01.02 Rudy Demotte, ministre: Monsieur le président, madame Lambert, en ce qui concerne les mesures de fins de carrière, l'arrêté royal relatif au financement de ces mesures a été publié le 20 mars dernier. Afin d'éviter les difficultés d'application liées à sa publication tardive, un mail a été adressé par mon cabinet aux représentants du secteur public le 25 avril précisant l'allongement de la période de contrôle du volume des embauches compensatoires par le SPF Santé publique et la possibilité de prévoir un étalement dans le temps dans la prise des jours de dispense de prestations accumulés par les travailleurs concernés depuis la date d'entrée en vigueur de la mesure, soit le 1^{er} octobre 2005.

Quant à l'ancien système, il y a été mis fin au 1^{er} octobre 2005. Une circulaire en ce sens sera adressée à l'ensemble des hôpitaux publics du Royaume dans les semaines à venir. Il n'est donc pas possible de négocier des modalités autres que celles prévues pour l'exécution de cette mesure.

En résumé, l'arrêté royal de financement a été publié le 20 mars. Pour ce qui concerne les difficultés liées à la publication tardive, un mail qui précise les modalités d'allongement de la période de contrôle du volume des embauches compensatoires a été adressé à l'ensemble du secteur le 25 avril. Il a été mis fin à l'ancien système le 1^{er} octobre 2005. Enfin, la circulaire qui doit suivre cette modalité ne sera pas envoyée avant quelques semaines puisqu'elle n'est pas encore prête.

01.03 Marie-Claire Lambert (PS): Monsieur le président, je remercie M. le ministre des précisions apportées.

Je note qu'il n'y a qu'une façon d'appliquer la mesure; une enveloppe ne peut être distribuée par le biais de primes.

Si la circulaire n'est pas encore sortie définitivement, il faut être

fragende partij voor de toekenning van een premie die met de vermindering van de arbeidstijd overeenstemt.

Kan u bevestigen dat de genoemde maatregelen voor alle openbare ziekenhuizen gelden en dat ze met terugwerkende kracht vanaf 1 oktober 2005 worden gefinancierd? We vragen dat u een eenduidig signaal zou geven.

01.02 Minister Rudy Demotte: Het koninklijk besluit betreffende de financiering van de eindeloopbaanmaatregelen werd op 20 maart gepubliceerd. Om te voorkomen dat die laattijdige publicatie toepassingsmoeilijkheden veroorzaakt, heeft mijn kabinet op 25 april een e-mail naar de vertegenwoordigers van de publieke sector gestuurd. Daarin wordt verduidelijkt dat de periode waarin de FOD Volksgezondheid het volume van compenserende indienstnemingen kan controleren, wordt verlengd en dat de dagen vrijstelling van arbeidsprestaties, die de betrokken werknemers sinds de datum van inwerkingtreding van de maatregel op 1 oktober 2005 hebben opgestapeld, kunnen worden gespreid.

De vroegere regeling werd stopgezet op 1 oktober 2005. Een rondzendbrief in die zin zal tijdens de komende weken naar alle openbare ziekenhuizen van het land worden gestuurd; de rondzendbrief is nog niet klaar. Het is dus niet mogelijk om voor de uitvoering van de maatregel over andere modaliteiten te onderhandelen dan diegene die in het akkoord staan.

01.03 Marie-Claire Lambert (PS): De maatregel kan slechts op één manier worden toegepast. Men kan geen begrotingsmiddelen verdelen door middel van premies. Men moet de praktische toepassing van de maatregel met

attentif à l'application de la mesure sur le terrain avec effet rétroactif et permettre que l'on puisse négocier localement la répartition des congés supplémentaires sur une certaine période. Dans ce cas, il y a embauche compensatoire.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous communiquer la date limite?

terugwerkende kracht van nabij volgen en ruimte laten voor lokaal overleg inzake de verdeling van de bijkomende verloven over een bepaalde periode. In dat geval moeten er aanwervingen gebeuren teneinde een en ander te compenseren.

01.04 Rudy Demotte, ministre: Madame Lambert, ceci sera sans aucun doute précisé dans la circulaire.

01.04 Minister **Rudy Demotte**: Die zal in de omzendbrief worden vermeld.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 11525 van mevrouw Gerkens wordt ingetrokken en vraag nr. 11528 van mevrouw Muylle wordt op haar verzoek uitgesteld.

Wij komen thans aan punt 4 van onze agenda, zijnde de samengevoegde vragen van mevrouw D'hondt en van mevrouw Jiroflée. Aangezien mevrouw Jiroflée afwezig is, geef ik het woord aan mevrouw D'hondt voor het stellen van haar vraag.

01.05 Greta D'hondt (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik wil uw werkzaamheden niet verstoren, maar mevrouw Jiroflée heeft mij gisteren gevraagd of ik er bezwaar tegen had dat deze vraag zou worden gesteld na het volgende punt. Ik heb daar geen bezwaar tegen, op voorwaarde evenwel dat het onderwerp nog ter sprake kan komen. Mevrouw Jiroflée is blijkbaar weerhouden in een andere commissie.

De **voorzitter**: Als u daarmee akkoord gaat, dan wij ook, vermoed ik. (*Instemming*)

Ik stel voor thans over te gaan tot de bespreking van het volgende agendapunt, met name de uitvoering van de wet van 3 juli 2005 betreffende de rechten van vrijwilligers.

De bespreking van de vragen wordt onderbroken van 10.25 uur tot 11.04 uur.

La discussion des questions est interrompue de 10.25 heures à 11.04 heures.

02 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Greta D'hondt aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "het advies van de Nationale Arbeidsraad over de sociale bescherming van onthaalouders" (nr. 11534)

- mevrouw Karin Jiroflée aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid over "het sociaal statuut van onthaalouders" (nr. 11570)

02 Questions jointes de

- Mme Greta D'hondt au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "l'avis du Conseil national du Travail relatif à la protection sociale des gardiennes encadrées" (n° 11534)

- Mme Karin Jiroflée au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "le statut social des gardiennes encadrées" (n° 11570)

02.01 Karin Jiroflée (sp.a-spirit): Mijnheer de minister, zoals u wellicht weet verrichten onthaalouders die kinderen van anderen thuis opvangen van oudsher een soort vrijwilligerswerk. Zij doen dit voor een fiscaal vrijgestelde vergoeding. In de praktijk ging het hier meestal gewoon om niet buitenhuiswerkende vrouwen die voor alle socialezekerheidsrechten afhankelijk waren van hun echtgenoot. De vraag naar een volwaardig sociaal statuut leeft al lang bij de onthaalmoeders. Door het toenemend gebrek aan onthaalmoeders

02.01 Karin Jiroflée (sp.a-spirit): Les accueillantes d'enfants prennent en charge à leur domicile les enfants d'autrui et perçoivent à ce titre une rémunération fiscalement exonérée. Auparavant, elles dépendaient généralement de leur conjoint pour le bénéfice

werd die roep ook steeds sterker.

In 2002 kwam minister Frank Vandenbroucke ten dele tegemoet aan die vraag door de onthaalouders een gedeeltelijke sociale bescherming te bieden. De sociale bijdragen werden betaald door de Gemeenschappen en de onthaalouders kregen een gedeeltelijke ziekte- en werkloosheidsuitkering in ruil. Tot zover de geschiedenis.

Ondertussen zijn we bijna vier jaar later en zou er een evaluatie van dit nieuwe statuut moeten plaatsgevonden hebben. Nu stelt de Nationale Arbeidsraad in zijn advies hierover dat de huidige regeling niet meer voldoet. De NAR pleit voor een volledige bescherming inzake sociale zekerheid en voor het afschaffen van die uitzonderingsregel.

Mijn vraag is puur informatief. Wat is de visie van de minister in deze? Hebt u contact met de belangengroepen van onthaalouders? Zijn er gesprekken met deze groepen?

02.02 Greta D'hondt (CD&V): Mijnheer de minister, ik heb in de loop van de jaren die voorafgingen aan de sui generis-regeling die tot stand kwam nooit mijn standpunt over het statuut dat de onthaalouders volgens mij verdienen onder stoelen of banken gestoken. Ik ben altijd voorstander geweest en ik blijf voorstander van een volwaardig statuut voor onthaalouders, zowel nu als twee à drie jaar geleden.

Op dit ogenblik is datgene wat voorheen niet kon gekwalificeerd worden als arbeid in de echte, economische betekenis van het woord door de wijze waarop het in de loop van de jaren gegroeid is tot rijpheid gekomen. Het is eigenlijk een in onze samenleving niet meer weg te denken vorm van kinderopvang geworden die de vorm van kinderopvang die geboden wordt in de grotere, collectieve zaken zoals crèches op een door onze economie en door de gezinnen gevraagd, flexibele manier aanvult.

De kinderopvang bij de onthaalouders geeft inderdaad een vorm van nabijheid die door de ouders wordt gewaardeerd en gerespecteerd. Ze geeft ook een vorm van flexibiliteit die niet enkel door de ouders, maar ook door onze economie wordt gevraagd en die door grotere instellingen moeilijker kan worden gegeven.

Voor onze fractie kan de functie van onthaalouder in loondienst als werknemer zowel als zelfstandige worden uitgevoerd. Wij moeten dit behouden, want dit is een van de beroepen in de brede zorgsector waarvan men vaststelt dat het zowel op zelfstandige basis dan als werknemer kan worden uitgevoerd. Het is goed dat dit bij de onthaalouders zo blijft.

Mijnheer de minister, destijds hebben wij al gezegd dat Parijs en Rome niet op een dag zijn gebouwd. Een omschakeling of het verlenen van een volwaardig statuut aan onthaalouders zal

des droits sociaux. Aussi ont-elles intensifié leurs revendications en faveur d'un statut social à part entière. En 2002, le ministre Vandenbroucke leur a accordé une protection sociale partielle : les Communautés acquittent la cotisation sociale et les accueillantes perçoivent en contrepartie une indemnité partielle de maladie et de chômage.

Quatre ans plus tard, une évaluation de ce statut s'impose au plus vite. Selon le Conseil national du Travail, ce régime ne donne pas satisfaction. Le Conseil préconise une protection sociale complète. Le ministre partage-t-il cette vision? Mène-t-il des discussions avec des représentants des accueillantes d'enfants?

02.02 Greta D'hondt (CD&V) : Nous avons toujours été partisans d'un statut à part entière pour les accueillantes d'enfants. Elles proposent une forme d'accueil - aujourd'hui indispensable - de la petite enfance, qui constitue un complément flexible aux crèches.

Cette flexibilité profite aux parents et à l'économie. Les accueillantes d'enfants peuvent avoir le statut de travailleur salarié comme celui d'indépendant et cette souplesse doit également être maintenue. Nous avons par ailleurs toujours plaidé pour une transition progressive vers un statut à part entière. Pour l'ensemble des nouvelles accueillantes, ce statut doit être d'application immédiatement mais pour les accueillantes déjà actives, nous voulons laisser le choix entre le nouveau statut et l'ancien. Certaines optent, en effet, sciemment pour une indemnité non taxée et cette possibilité doit être maintenue bien qu'elle soit appelée à disparaître.

La situation actuelle ne nous satisfait pas. Notre groupe a dès

waarschijnlijk ook niet gelijkmatig en op een bepaalde datum in een keer kunnen gebeuren. Destijds hebben wij voorgesteld om het nieuwe, volwaardige statuut te geven aan de nieuwe onthaalouders. Voor degenen die al onthaalouder waren en specifiek gekozen hadden niet voor loon, maar voor een fiscaal niet belaste onkostenvergoeding die niet als inkomen werd gezien, waardoor een werkloze of gehandicapte partner niet het statuut van gezinshoofd verloor, meenden wij daarmee rekening te moeten houden. Daarom pleitten wij voor een geleidelijke invoering: onmiddellijk voor alle nieuwe onthaalouders en voor de bestaande de keuze tussen het nieuwe statuut of behoud van het oude, met uitdovend karakter.

Het is nu wat het is geworden. Ik heb dit nooit goed gevonden. Ook door de verdedigers van het statuut sui generis werd toen gezegd dat dit moest worden geëvalueerd op een geschikt moment, na twee of drie jaar. Dit moet parlementair gebeuren. Onze fractie heeft trouwens de voorzitter van de Kamer een brief geschreven om dit engagement te doen naleven.

Vandaar ook mijn vraag. Het moment van de evaluatie en de conclusies is meer dan ooit aangebroken aangezien we op een maand tijd geconfronteerd zijn met het arrest van het Hof van Cassatie. Op basis van één dossier in Sint-Niklaas heeft men in eerste aanleg en in beroep gesteld dat er in het betrokken geval voldoende elementen aanwezig waren om te stellen dat de onthaalouder die functie uitoefende onder voorwaarden die eigenlijk moeten doen besluiten dat dit een werknemer was. De stad Sint-Niklaas is dan naar Cassatie getrokken en Cassatie heeft de uitspraken in eerste aanleg en in beroep bevestigd. Zo lang men bij eerste aanleg en bij beroep blijft, kan men natuurlijk blijven pretenderen dat het slechts één enkel dossier is. Cassatie is natuurlijk toch wel iets anders. Mijnheer de minister, er zijn berichten die ik hoor van het terrein. Ik moet zeggen dat ik het wijs vind dat men ook van vakbondszijde niet staat te dringen of erop aanstuurt om nu ineens een massa dossiers in te dienen. We kunnen er echter niet onderuit dat we sterk rekening moeten houden met dat arrest van Cassatie. Dit heeft toch wel meer symboolwaarde dan een uniek dossier.

Ten tweede is er het advies van de NAR. De NAR heeft ruim de tijd genomen, wat we stilaan gewend zijn. Er is nu echter een advies. Als ik het advies van de NAR lees, mijnheer de minister, dan zegt de NAR dat dit eigenlijk werknemers zijn. Het kunnen ook zelfstandigen zijn maar in dit geval zijn het werknemers. Vervolgens stelt de NAR dat wat betreft de socialezekerheidsrechten de raad unaniem van oordeel is dat die volledig moeten toegepast worden. De NAR is wat betreft het arbeidsrecht niet zo eenduidig. Bij de lectuur kan men er echter niet onderuit dat de NAR unaniem zegt dat de socialezekerheidsrechten eigenlijk volledig moeten toegepast worden.

Vandaar mijn vraag, mijnheer de minister. Wat zal de regering nu doen, ook in functie van het akkoord dat de evaluatie hier in deze commissie zou gebeuren?

Ten tweede, zijn er daaromtrent reeds gesprekken geweest of geagendeerd met de Gemeenschappen? Dit is immers zeer zwaar verbonden. Ik ben mij ervan bewust dat als wij bepalen dat dit een volwaardig statuut is, de rekening voor een ander is. Ik verahul niet dat mijn telefoon en mijn mailbox mij al hebben laten weten dat ik moet

lors demandé au président de la Chambre que le statut sui generis soit évalué, conformément à l'engagement qui avait été pris en son temps.

Cette évaluation s'impose d'urgence, puisque nous devons à présent tenir compte de cet arrêt de la Cour de cassation qui confirme, en première instance et en degré d'appel, une décision judiciaire faisant droit à la demande d'une accueillante d'enfants de Saint-Nicolas-Waas d'être considérée comme une travailleuse salariée.

Un avis du CNT précise par ailleurs que les accueillantes d'enfants sont des travailleurs salariés et que les droits en matière de sécurité sociale doivent être intégralement appliqués. Quelles mesures le gouvernement prendra-t-il à présent?

Des discussions ont-elles déjà été menées avec les Communautés ou sont-elles inscrites à l'ordre du jour? En effet, une décision prise au niveau fédéral se répercute financièrement au niveau des Communautés. Quelle est la position du gouvernement? Quand la commission recevra-t-elle le rapport d'évaluation du statut?

opletten wat ik doe. Dat is nu eenmaal zo. Dat weerhoudt mij niet van mijn overtuiging dat dit moet gebeuren. Ik ben pragmatisch genoeg om de weg van de geleidelijkheid te bewandelen, maar toch het principe niet op te geven.

Mijnheer de minister, vandaar mijn twee vragen. Ten eerste, wat is uw standpunt, als federaal minister, of wat is het standpunt van de federale regering? Ten tweede, is er al overleg gepleegd of gepland met de Gemeenschappen? Wanneer mag deze commissie de evaluatie van dit statuut verwachten?

De **voorzitter**: Ik heb een stil vermoeden dat wij de afzender van de e-mails kennen.

02.03 Minister **Rudy Demotte**: Mijnheer de voorzitter, mevrouw D'hondt, ik zou in eerste instantie willen opmerken dat het arrest van het hof van Cassatie betrekking heeft op een situatie die voorafgaat aan de inwerkingtreding van het sociaal statuut van onthaalouders, dat voortvloeide uit de programmawet die eind 2002 werd goedgekeurd. Bovendien bevat het arrest van het arbitragehof van Gent, dat aan het hof van Cassatie was voorgelegd, rechtsfeitelijke en organisatorische elementen voor onthaalouders, die niet noodzakelijk in alle diensten voorkomen.

Op 2 mei 2006 heeft de Nationale Arbeidsraad een unaniem advies uitgebracht inzake het toekomstige statuut van onthaalouders. In dit advies spreekt de NAR zich niet uit over het juridisch statuut van onthaalouders. De NAR schuift deze kwestie terzijde, na de zeldzame gerechtelijke beslissing te hebben onderzocht met betrekking tot het feit te weten of de onthaalouder en de dienst al dan niet door een arbeidscontract zijn gebonden.

Het advies van de NAR maakt duidelijk dat de raad zich niet uitspreekt over het feit of de onthaalouders al dan niet vakantiegeld moeten krijgen.

Het regeringsstandpunt ten opzichte van dit stelsel van sociale zekerheid vloeit voort uit het feit dat er tijdens de werkzaamheden van de NAR geschillen zijn ontstaan tussen de verschillende leden van de raad. De NAR spreekt zich duidelijk uit over het feit dat wij moeten komen tot een volledige onderwerping van de onthaalouders aan het sociaal stelsel voor werknemers, zowel voor de bijdragen als voor de uitkeringen en dit op voorwaarde dat men voor een aantal punten rekening houdt met de specifieke omstandigheden van de activiteiten van de onthaalouders.

Omtrent de gevolgen die aan dit advies zullen worden gegeven, deel ik u het volgende mee.

Ten eerste, in overeenstemming met minister Vanvelthoven heb ik de RSZ en de RSZ-PPO gevraagd om op basis van de aangiften voor het jaar 2005 een raming te maken van de kosten inzake de bruto socialezekerheidsbijdragen en de bijdrageverminderingen. Hierbij dienen ze alle elementen van het advies van de NAR omtrent deze aspecten toe te passen.

Ten tweede, wanneer we voornoemde ramingen in handen hebben, zullen wij de Gemeenschappen uitnodigen op een vergadering. Tijdens deze vergadering zullen wij zowel het advies van de NAR

02.03 **Rudy Demotte**, ministre: L'arrêt de la Cour de cassation se rapportait à une situation préalable à l'entrée en vigueur du statut social des accueillantes d'enfants.

Le 2 mai 2002, le Conseil national du Travail a formulé un avis unanime concernant le futur statut des accueillantes d'enfants. Dans cet avis, le CNT ne se prononçait pas sur le statut juridique de ces personnes, ni sur la question de savoir si elles doivent bénéficier de congés payés. Par contre, le CNT a clairement indiqué qu'elles doivent être entièrement soumises au régime social des salariés, pour les cotisations comme pour les allocations. Il convient de tenir compte du caractère particulier de leur activité dans ce contexte.

Qu'est-ce que le gouvernement fera de cet avis? En concertation avec le ministre de l'Emploi, j'ai demandé à l'ONSS et à l'ONSS-APL d'effectuer, sur la base des déclarations pour 2005, une évaluation des répercussions sur la sécurité sociale de la mise en oeuvre de l'avis du CNT. Ces estimations seront soumises aux Communautés en même temps que l'avis du CNT. Quand l'avis des Communautés sera connu, le dossier sera présenté au Conseil des ministres. Si le gouvernement décide de suivre l'avis du CNT, nous dresserons un répertoire des modifications légales requises. Les contacts avec les groupes concernés seront plus intensifs dès qu'une plus grande clarté aura été faite.

voorstellen als de raming van de inningsinstelling voor de socialezekerheidsbijdragen.

Ten derde, wanneer wij het advies van de Gemeenschappen kennen, zullen wij het dossier aan de Ministerraad voorleggen. In de veronderstelling dat de regering beslist het advies van de NAR op te volgen, zal het nodig zijn de gevolgen van deze beslissing voor alle takken van de sociale zekerheid grondig te onderzoeken, om vervolgens het geheel van wetswijzigingen en reglementaire wijzigingen te kennen die moeten worden uitgevoerd.

Zowel minister Vanvelthoven als ikzelf zijn ervan overtuigd dat de betrokken diensten op een of andere manier moeten worden betrokken bij de uitvoering van het advies van de NAR.

Mevrouw Jiroflée, bepaalde groepen onthaalouders hebben reeds contact met mij gezocht. Ik heb hen laten weten dat ik de simulaties die ik in mijn antwoord heb vernoemd, laat opvolgen. Ik bevestig dat de contacten met de betrokken groepen intensiever zullen worden zodra er duidelijkheid is. Op dit moment kan ik niet concreter zijn. Tot hier mijn antwoord.

02.04 Karin Jiroflée (sp.a-spirit): Mijnheer de minister, ik begrijp dat u op dit moment nog niet concreter kunt zijn. Toch nog enkele elementen.

Ik heb de zaak van Cassatie niet aangehaald omdat het om een individuele zaak gaat en omdat arbeidsvoorwaarden vaak verschillen van dienst tot dienst. Net als mevrouw D'hondt dring ik aan op een evaluatie van het nieuwe statuut in de commissie. Ook ik denk dat we de interindividuele verschillen daarin moeten opnemen en dat eens rustig bekijken.

Sinds een aantal jaren is dit inderdaad echt arbeid geworden. De problematiek van kinderopvang wordt steeds prangender. Onthaalouders zijn in het algemeen enorm nodig. Dat is al jaren zo. Ik ben trouwens een van degenen die destijds het probleem bij minister Vandenbroucke hebben aangekaart. Er wordt meer en meer gevraagd van onthaalouders. We hebben nood aan meer onthaalouders. Denk aan de flexibiliteit, denk ook aan de langdurige gesprekken op Vlaams niveau om iets meer aan kinderopvang te doen.

Het sleutelwoord is altijd flexibiliteit. Men zou onthaalouders daar op een goede manier voor kunnen inzetten. Dat kan echter niet gebeuren omdat we er eigenlijk niet genoeg hebben. We moeten dus op een of andere manier iets doen om die arbeid aantrekkelijker te maken. Ik ben er net zoals mevrouw D'hondt van overtuigd dat we daar de weg van de geleidelijkheid moeten bewandelen. Ik ben trouwens zeer benieuwd naar de cijfers die uit uw kostenraming zullen komen. Ik denk echter dat we uiteindelijk de arbeid van onthaalouders als volwaardige arbeid moeten gaan zien zodat we er ook voor kunnen zorgen dat die volwaardige arbeid kan uitbreiden en we meer onthaalouders krijgen. Ik denk dat sector van de kinderopvang hier heel hoge nood aan heeft, niet het minst omwille van de flexibiliteit die de laatste jaren meer en meer van die sector gevraagd wordt.

02.05 Greta D'hondt (CD&V): Ik heb in mijn vraag welbewust

02.04 Karin Jiroflée (sp.a-spirit): Il conviendrait également, dans le cadre de cette évaluation, d'examiner les différences d'approche d'un service à l'autre.

L'accueil des enfants est devenu un travail à part entière. Un accueil flexible est aujourd'hui indispensable. Les accueillants d'enfants avec un véritable statut peuvent y contribuer dans une mesure importante. Ce statut est censé rendre leur travail plus attrayant. Je me rends compte qu'il ne pourra être instauré que graduellement. Les estimations relatives au coût nous permettront d'y voir plus clair.

02.05 Greta D'hondt (CD&V):

verwezen naar Cassatie. Als ik de vonnissen doorneem in eerste aanleg en in beroep en het arrest in Cassatie, dan zou het te gemakkelijk zijn voor ons om te zeggen dat de elementen waarop de rechtbanken en het Hof zich gebaseerd hebben voor een belangrijk deel uniek toe te schrijven zijn aan dat individuele geval. Ik denk dat mevrouw Jiroflée het terrein heel goed kent. Ik heb de pretentie te durven zeggen dat ik het ook ken. Als ik een aantal elementen zie, zoals de vrijheid die men heeft om kinderen te aanvaarden en te weigeren, de verantwoording die men moet afleggen en de uren, dan zijn dat elementen die voor een heel belangrijk deel van de onthaalouders opgaan.

Ik heb geprobeerd om bij de lezing van de vonnissen en het arrest te kijken waar men vooral de nadruk op legde. Als men het soortelijk gewicht van de elementen zou wegen, dan denk ik dat wij politiek niet de nodige moed zouden opbrengen wanneer wij zouden zeggen dat dit maar een individueel geval is. Ik hoop dat men ons nog wat tijd laat om ervoor te zorgen dat er bijsturingen gebeuren. Ik vrees dat als er meerdere gevallen zouden ingeleid worden en de procedure snel zou gaan – wat natuurlijk een andere zaak is – wij veel soortgelijke uitspraken zouden krijgen als ik zie hoe de diensten lokaal georganiseerd zijn.

Wij mogen het ons niet te gemakkelijk maken en zeggen dat dit maar een geval is. We kunnen daarmee alleen maar tijd winnen mochten de vakbonden of organisaties massaal procedures indienen: dan hebben we twee of drie jaar eer de procedure rond is. Dan is alleen maar die tijd gewonnen, terwijl het verdict hetzelfde zou kunnen zijn.

Mijnheer de minister, ik heb de besprekingen in de NAR niet meegemaakt en kan alleen het advies lezen, maar ik zie daarin de unanimiteit staan. Dat is lang geleden voor een advies van de NAR. In de meeste adviezen van de NAR vindt men naar het einde toe een opsplitsing naar werknemers en werkgevers. Hier vind je dat nergens terug. Misschien hebben ze intern zwaar gebakkeleid, dat zal wel. Ik was er niet bij, maar kan alleen lezen wat er staat: dat is eenduidig. Misschien hebben sommigen achteraf spijt gekregen van die eenduidigheid, maar ik zie het advies. Laten wij niet denken dat dit van voorbijgaande aard is. Dat zou inzake politieke moed niet correct zijn, maar zou evenmin juist zijn ten opzichte van die vorm van dienstverlening aan de samenleving en aan de arbeid die, zoals Josse Van Steenberge, rector te Antwerpen, het fijn uitdrukte, als niet-arbeid arbeid is geworden. We moeten de politieke moed hebben dat te erkennen.

Zoals mevrouw Jiroflée sluit ik af met de vraag aan de minister en aan de voorzitter van deze commissie, om de evaluatie die was gepland bij het tot stand komen van de wet en die zelfs ingeschreven was, te houden. Dit is duidelijk geen oppositetaal. Ofwel komt het geheel naar hier op korte termijn en dan moeten we mekaar geen pijn doen, want we zullen nog wel andere zaken te doen hebben dan dit item elke week op de agenda te plaatsen. Ofwel, als er geen initiatieven tot aanpassing van het statuut komen voor de zomer, zijn wij het onszelf verplicht om, voor het reces, de evaluatie te maken zoals in de wet ingeschreven.

Dans ma question, j'ai délibérément renvoyé à l'arrêt de la Cour de cassation, qui dépasse en effet le niveau du cas individuel. À la lecture des arguments qui sous-tendent les jugements et l'arrêt, il me semble clair que d'autres jugements ne tarderont pas à suivre. Il faudra dès lors faire preuve de diligence.

L'avis du CNT est unanime, ce qui est exceptionnel. Il ne peut dès lors pas être considéré comme un fait divers. Cet avis unanime constitue une raison supplémentaire de prendre d'urgence des initiatives pour aménager le statut. À défaut, il faudra que la Chambre évalue encore le statut actuel avant les vacances parlementaires.

02.06 Karin Jiroflée (sp.a-spirit): Mijnheer de voorzitter, op het eerste punt van mevrouw D'hondt, ik ben heel erg voorstander om in

02.06 Karin Jiroflée (sp.a-spirit) : Lors de l'évaluation, nous devrions

die evaluatie ook op te nemen welke de verplichtingen zijn die bepaalde diensten opleggen en die andere niet opleggen. Daarin bestaan serieuze verschillen. Die moeten ook in de evaluatie worden opgenomen. Ik pleit ervoor om snel tijd vrij te maken om die evaluatie grondig te doen.

certainement examiner la question de savoir à quels services il appartiendra de déterminer les obligations, et lesquelles, car il existe des différences considérables à cet égard. Nous ne pouvons reporter le problème.

De **voorzitter**: Laat ons hopen dat jullie wensen werkelijkheid worden.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

In de loop van de namiddag zullen wij de bespreking voortzetten over de dienstencheques voor buurtdiensten en buurtbanen. Daarbij is ook nog de interpellatie nr. 855 hangende van mevrouw D'hondt.

02.07 Greta D'hondt (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik dank u om mijn interpellatie te handhaven. Ik moet echter in alle eerlijkheid zeggen dat dit natuurlijk zinloos is na de discussie van vorige week en van vanmiddag. Mijn interpellatie had als bedoeling een discussie op te starten wat ook is gebeurd. Ik trek deze interpellatie dus in.

02.07 Greta D'hondt (CD&V) : Je retire mon interpellation n° 855 sur les titres-services car elle est devenue sans objet après les discussions sur ce sujet.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.28 uur.

La réunion publique de commission est levée à 11.28 heures.